

DÉBAT DES INTERVENANTS

Terry Martin, journaliste, présentateur de journal télévisé

Il ne nous reste qu'environ 19 minutes pour clore cette séance, je vais donc faire au plus vite. Je ne poserai que quelques questions, puis j'ouvrirai le débat. J'aimerais qu'une discussion s'engage ici, sur la scène. Je vois que vous levez tous le doigt. Vous avez des remarques à ajouter. Je vais simplement mentionner quelques points qui ont été soulevés jusqu'à présent. Et qui me semblent intéressants. En particulier les métaphores. En tant qu'êtres humains, nous réfléchissons par métaphores. Or, nous en avons d'intéressantes ici aujourd'hui. L'une d'elles est la métaphore d'Hubert Védrine sur l'astéroïde Trump qui fonce sur nous et va percuter l'Europe, et sur le fait que l'Europe, comme le Canada, est terriblement mal préparée à ce qui va se produire. Nous avons aussi la métaphore du rhinocéros, qui me plaît beaucoup, j'ai un faible pour ces animaux. Cependant, je n'ai pas bien compris si le rhinocéros représentait Trump ou la Russie.

Vuk Jeremić, président du Centre pour les relations internationales et le développement durable (CIRSD), ancien ministre des Affaires étrangères de Serbie

Le rhinocéros représente la situation dans son ensemble.

Terry Martin

Bien. En tout cas, voilà deux choses à garder en tête. Norbert, votre commentaire m'a beaucoup intrigué, concernant la nécessité pour la Russie d'échouer, ou que cette guerre soit un échec pour la Russie. Il faut empêcher la Russie de réussir. J'aimerais en parler et recueillir vos réflexions sur ce point, étant donné que Trump a promis de mettre très rapidement fin à la guerre. Il entre en fonction avec pour priorité, entre autres, de mettre fin à ce conflit.

Norbert Röttgen, membre du Deutscher Bundestag et membre de la commission des Affaires étrangères

Dès le premier jour.

Terry Martin

Dès le premier jour, exactement. Au-delà de l'effet d'annonce, ce sera l'une de ses principales priorités. C'est pourquoi beaucoup se demandent ce qui se passera, et si la notion de souveraineté n'importe pas plus encore que la notion de territoire. Je trouve cela très pertinent. Je ne sais pas trop comment ces éléments s'articulent. Cependant, j'aimerais l'avis d'Hubert Védrine. Vous avez beaucoup à dire sur cette question de la défense et sur le fait de savoir si l'Europe sera prête à faire ce qu'il faut pour assurer sa défense car cela fait l'objet d'une réelle interrogation. La question que je me pose est la suivante : comment Trump va-t-il

mettre fin à cette guerre si rapidement ? Par ailleurs, si l'Europe est contrainte de donner des garanties de sécurité à l'Ukraine, étant donné que les États-Unis refuseront de le faire – disons qu'ils seront trop préoccupés par l'Asie – comment cela se passera-t-il ? Qui souhaite intervenir ? Oui, Zaki, nous pouvons commencer par vous.

Zaki Laïdi, ancien conseiller personnel du haut représentant et vice-président de la Commission SEAE

L'Europe voue une certaine fascination pour Trump, et a tendance à penser qu'il fera ce qu'il a dit qu'il ferait. Voyons cependant ce qu'il a accompli durant son premier mandat, même s'il se présente comme un as de la négociation. Il n'a guère été convaincant en tant que négociateur. J'aimerais juste rappeler à l'auditoire que le nombre de soldats américains en Europe a augmenté sous l'administration Trump. Je suis d'accord avec vous, la volonté affichée par Trump de trouver une solution est une bonne chose. Le tout est de savoir comment il va s'y prendre. Il doit se montrer très prudent, car s'il investit beaucoup sur le plan politique en Ukraine dès le début de son mandat, et s'il n'atteint pas ses objectifs, cela risque d'être considéré comme un échec. Troisièmement, il y a l'influence de l'*establishment* américain, et notamment du Pentagone. Il peut contourner le Pentagone, mais ce n'est pas si facile. Lors de son premier mandat, il voulait retirer les troupes américaines de Syrie, mais le Pentagone l'en a empêché. Il faut donc être prudent. Ce qui est sûr, c'est qu'il ne va pas voter un nouveau plan d'aide. Je pense que l'administration Biden ne l'aurait de toute façon pas fait non plus. La différence ne sera donc pas énorme. Il faut nous montrer prudents.

Terry Martin

Et vous, Hubert Védrine ?

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de France, fondateur de Hubert Védrine Conseil

Deux remarques. Premièrement, je pense que Donald Trump va essayer de geler le conflit, mais il va être obligé de dissuader Poutine dans le même temps ; dans le cas contraire, il s'affaiblit trop. Je n'écarte pas l'hypothèse qu'il promette à Vladimir Poutine une levée des sanctions. C'est dans sa nature et cela placerait encore les Européens dans une situation extrêmement difficile à gérer.

Je réaffirme que le point le plus compliqué entre nous, c'est que même si Trump ne peut pas sortir de l'OTAN, il voudra toutefois donner très peu de garanties américaines et renverra aux Européens la responsabilité de donner des garanties. Or, il y a confusion entre ce qui relève de l'Europe et ce qui relève de l'OTAN. Il n'y a pas de structure des alliés européens de l'OTAN. Nous serons donc peut-être obligés d'inventer le pôle européen dans l'alliance atlantique. Et nous, nous serons confrontés alors à des questions jamais traitées auparavant puisque la question ne se posait pas, à savoir : qui est décisionnaire ? Nous ne sommes pas simplement dans l'industrie d'armement ou dans les déclarations : il est question de guerre et de paix. Il faut en conséquence des décisions politiques d'une légitimité totale. Nous aurions donc intérêt à réfléchir à cela.

Deuxième remarque. Je pense que nous ne devrions pas oublier une structure qui a été réinventée par Letta, Draghi, Macron et Scholz, qui est la communauté politique européenne.

La CPE, je sais que personne n'y croit pour le moment, que cela paraît secondaire, les médias ne s'en préoccupent pas. C'est toutefois le seul rendez-vous où *il y a tous les Européens et uniquement les Européens*. Cela ne va pas remplacer l'alliance, mais comme nous allons rencontrer des questions plus difficiles entre Européens que depuis 70 ans, pour lesquelles nous devrons aboutir à des décisions, cette instance ne doit pas être négligée.

Dernier point, vous avez abordé la question de la perspective à donner à l'Ukraine, en évoquant un découragement et un danger total sans véritable perspective dans les Balkans. M. Bourlanges, qui présidait la Commission des affaires étrangères française, avait dit : « S'il y a un blocage dans les décisions européennes, s'il faut l'unanimité, alors il faudrait mettre en avant une perspective par étape, l'adhésion étant l'aboutissement de ces étapes. Et donc ne pas tout subordonner au point d'arrivée. » Ainsi, pour ne pas les désespérer, les pays qui seraient dans le processus européen – que l'on veut consolider – seraient encouragés, afin ne pas donner d'arguments aux autres, que ce soit les Russes ou les autres. Ce qui signifie une entrée par étape dans les différents programmes. Cela n'a pas été complètement concrétisé, mais selon moi, deux idées ne doivent pas être oubliées : la communauté politique européenne et l'entrée par étapes.

Terry Martin

Il nous reste environ 11 minutes. J'ai élaboré toutes sortes de questions très intéressantes, bien sûr, à poser à chacun de vous. Mais avant de donner la parole au public, j'aimerais laisser chacun de vous apporter une dernière remarque, s'il le souhaite. Je vous vois tout calme, assis à côté de moi, Yann. Peut-être souhaitez-vous donner votre avis sur ce dont nous venons de parler en termes de sécurité et d'implications pour le secteur privé, par exemple.

Yann Coatanlem, co-fondateur de GlassView, président du Club Praxis

Je vais faire le naïf puisque je ne suis pas un expert en politique étrangère. Ma question porterait sur l'efficacité de l'OTAN, et en particulier sur l'article 5, qui n'a jamais été activé.

Norbert Röttgen

Il a été activé une fois en Afghanistan, après le 11 septembre 2001.

Yann Coatanlem

Quelle serait son efficacité même si l'Ukraine rejoignait l'OTAN ?

Norbert Röttgen

L'article 5 existe précisément dans le but de ne pas avoir à être activé. C'est un instrument de dissuasion et toute dissuasion repose sur la notion de crédibilité. Si un tel accord était conclu, je dirais que la crédibilité de l'OTAN serait, pour la première fois, réellement en danger. L'OTAN a été créée pour assurer et organiser la sécurité européenne. La raison d'être de l'OTAN, c'est la sécurité européenne. Si la première puissance de l'OTAN concluait un accord avec l'adversaire de l'Europe au détriment de la sécurité européenne, l'article 5 resterait en vigueur, mais la crédibilité de l'OTAN s'en trouverait gravement entachée. Cela diviserait

l'OTAN, car les pays d'Europe centrale et orientale diraient : « Tant qu'il s'agit de la sécurité de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Occident, l'OTAN agit, l'article 5 est crédible. Dès qu'il s'agit de nous, les Européens du Centre et de l'Est, vous nous laissez tomber ». Si un tel accord est signé, l'OTAN ne sera plus ce qu'elle a été depuis la guerre froide.

Terry Martin

Je crois que vous souhaitez intervenir, Vuk. Je vous en prie.

Vuk Jeremić

Toutefois, l'Ukraine n'étant pas membre, l'article 5 ne la concerne pas. Je ne pense pas que les pays d'Europe centrale et orientale qui sont membres de l'OTAN aient une opinion aussi tranchée.

Norbert Röttgen

Ils considèrent pourtant la sécurité de l'Ukraine comme une menace imminente pour leur propre sécurité nationale.

Vuk Jeremić

Bien sûr, je suis d'accord, mais l'article 5 ne concerne pas les menaces imminentes. L'article 5 concerne les attaques réelles, si un membre est attaqué. Je pense qu'en général, en tant qu'Européen, car je me considère comme un Européen bien qu'originaire d'un pays non-membre de l'Union européenne, nous devrions consacrer plus d'énergie à parler à la partie adverse. On a beau le considérer comme un adversaire, il fait partie intégrante de la situation future en matière de sécurité, qu'il se produise ou non une catastrophe sur notre continent.

Terry Martin

Vous faites référence à la Russie ? C'est bien cela ?

Vuk Jeremić

Oui, tout à fait. Parce que vous avez dit qu'il ne fallait pas qu'une pause ne soit qu'un sursis avant une nouvelle invasion de Poutine, qu'il ne fallait pas le laisser reconstituer ses forces en vue d'une nouvelle invasion. Savez-vous que c'est exactement ce qu'ils pensent de l'Occident et de l'Ukraine ? Ils citent même Mme Merkel lorsqu'elle a déclaré : « En réalité, l'accord de Minsk ne sert qu'à faire gagner du temps à l'Ukraine afin qu'elle puisse se réarmer, etc. ». C'est pourquoi les Russes disent : « Nous ne voulons pas d'une pause qui leur permettrait de se réarmer maintenant que l'Europe va augmenter ses dépenses de défense, etc. » En Europe, tout le monde parle sans écouter personne. Nous devrions vraiment apprendre à discuter. Ce sera ma dernière remarque. J'ai récemment animé un débat entre des gens aux points de vue très, très différents. L'un était Ian Bremmer et l'autre Sergey Karaganov. Ils se sont assis et ont débattu. Ils étaient viscéralement opposés sur certains points, mais ils ont fini par comprendre qu'ils étaient par ailleurs d'accord sur 90 % des choses.